

Conférence de presse de Georges Pompidou à l'Élysée (Paris, 25 septembre 1971)

Légende: Le 25 septembre 1971, lors d'une conférence de presse à l'Élysée, le président Georges Pompidou, analyse la politique monétaire des États-Unis et plaide pour une réorganisation du système monétaire international.

Source: POMPIDOU, Georges. Entretiens et discours. Volume II: 1968-1974. Paris: Plon, 1975. 321 p. p. 39-47.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/conference_de_presse_de_georges_pompidou_a_l_elysee_paris_25_septembre_1971-fr-55b3cab3-a77e-4728-831f-d714375a4f5d.html

Date de dernière mise à jour: 11/09/2013

Conférence de presse de Georges Pompidou à l'Elysée (Paris, 25 septembre 1971)

[...]

Alain Vernay. – Monsieur le Président, voilà maintenant cinq semaines que le Président Nixon a décrété le dollar inconvertible, imposé une surtaxe de 10 % et demandé aux grandes nations industrielles de réévaluer leurs devises. Cela fait cinq semaines que la France a tenu et que les autres partenaires de l'Amérique ont fait des variations limitées. Estimez-vous que ce temporaire peut durer ? Estimez-vous que le temps travaille pour les Etats-Unis ou contre les Etats-Unis ?

Le Président. - Eh bien, écoutez, je crois qu'on a à peu près tout dit en matière monétaire... néanmoins, monsieur a encore une question à poser ?

Question (New York Times). – Monsieur le Président, l'un des arguments que l'Administration américaine a utilisés pour soutenir sa politique monétaire est de dire que, si les Etats-Unis se trouvaient en difficulté, c'est parce qu'ils ont suivi une certaine politique dans le monde, après la guerre notamment, pour aider les autres pays à sortir d'une certaine situation économique et que c'était maintenant aux autres pays du monde de rendre, en quelque sorte, une dette qu'ils devaient aux Etats-Unis. Est-ce que vous pensez que cet argument est valable ?

Le Président. - Eh bien, j'ai noté, messieurs, je crois, et je vais essayer de traiter le problème monétaire dans son ensemble et dans tous ses aspects. Je vous préviens tout de suite que je serai très long, très ennuyeux, mais je n'y peux rien, c'est le sujet.

Tout le monde sait ce que sont les accords de Bretton-Woods. A ces accords, qui ont été la base même du système monétaire international, une initiative américaine avait apporté un complément très important en décrétant la convertibilité du dollar en or.

A partir de là, le dollar devenait fatalement la monnaie de référence de la plupart des transactions internationales, y compris avec les pays communistes, et il devenait la monnaie de réserve par excellence, et d'ailleurs les banques centrales l'accueillaient avec satisfaction et même avec avidité.

Or, on sait qu'il y a un rapport entre la masse monétaire et l'activité économique. Une masse monétaire insuffisante risque de créer le ralentissement ; cependant que des liquidités excessives peuvent créer l'inflation.

La tentation était donc grande pour les Etats-Unis, compte tenu de la faiblesse de la production d'or, qui ne permet pas à la quantité de métal de croître aussi rapidement que nous le souhaitons et qu'on le souhaite dans tous les pays pour nourrir l'expansion, la tentation était donc grande pour les Etats-Unis de créer de la monnaie. Cela n'avait pas d'inconvénients pour le dollar qui restait convertible ; cela facilitait l'activité économique américaine, cela facilitait les échanges internationaux et, par conséquent, l'activité économique des pays européens et du Japon.

Cela aurait pu durer sans inconvénients peut-être, si cela avait été mené avec modération et, surtout, si la balance des paiements américaine était restée équilibrée.

Mais je pense, pour ma part, que cela dépassait probablement les forces de n'importe quel Gouvernement.

Peu à peu, les Etats-Unis se sont laissés aller sur la pente de l'inflation avec d'autant plus d'indifférence qu'ils n'en subissaient pas les effets, le dollar gardant sa valeur puisqu'il était convertible, les prix restant stables à l'intérieur des Etats-Unis, ou à peu près et, au contraire, la puissance américaine en profitant à l'extérieur, tant sur le plan politique, grâce à l'aide qu'elle apportait dans tous les domaines à de nombreux pays, que sur le plan économique, par le développement des entreprises américaines et les prises de contrôle.

Mais, tout a une fin.

Vint un moment où les prix commencèrent à augmenter aux Etats-Unis dans des proportions telles que le dollar perdait de sa valeur réelle ; vint un moment où la balance des paiements connut des déficits excessifs ; vint un moment où une certaine défiance commença à s'emparer, au moins, des spécialistes, et où l'on vit des banques centrales essayer de changer leurs dollars contre de l'or.

Néanmoins, les choses continuaient ; tout cela ne s'est pas produit en un jour ni à la fois, mais tout cela a fini par s'additionner et, à partir de ce moment-là, le dollar n'était plus réellement convertible. D'ailleurs, lorsque la France, avant 1968, réclamait d'échanger ses dollars contre de l'or, au moins partiellement, elle faisait figure d'agresseur. D'autres, n'en doutons pas, pratiquaient la même politique, quoique plus discrètement, et des pays comme l'Allemagne, comme le Japon, qui continuaient à engranger des dollars, le faisaient en fait à contrecœur, par crainte de difficultés commerciales, ou autres.

Seulement, tout finit par s'accélérer. A un certain moment, la hausse des prix aux Etats-Unis prit une cadence très rapide ; à un certain moment, la balance des paiements connut des déficits excessifs et, à partir de ce moment-là, la convertibilité du dollar ne fut plus, en réalité, qu'une fiction.

De cette fiction, nous en avons eu l'aveu, pour ainsi dire, en mars 1968, lorsqu'on créa le double marché de l'or. Néanmoins, on la maintenait et, du même coup, les quantités d'or détenues par les Etats-Unis continuaient à fondre comme neige au soleil, et en même temps une masse de dollars se promenait, de-ci de-là, à la recherche d'intérêts, ou de réévaluation éventuelle, créant dans le système monétaire international une insécurité permanente.

L'Allemagne en a fait l'expérience puisque, par deux fois, elle a réévalué sa monnaie pour essayer d'arrêter l'afflux de dollars, sans y réussir de façon durable.

La crise était donc fatale. Le signal en fut donné par la décision allemande de mai 1971 de rendre le mark flottant. Immédiatement, la panique s'emparait de tout le monde ; d'autres monnaies se mettaient à flotter ; d'autres se réévaluaient officiellement, et les détenteurs de dollars cherchaient désespérément à les échanger contre d'autres monnaies.

La France, sachez-le, a prévu l'événement. Elle n'a rien fait pour le hâter. Certes, nous avons pris quelques précautions élémentaires, comme celle, par exemple, au début d'août, de rembourser par anticipation nos dettes au Fonds monétaire ; ce qui nous a conduits à demander aux Etats-Unis 190 millions de dollars en or, mais dans un contexte juridique et politique impeccable puisqu'il s'agissait de dettes contractées à la suite de la crise provoquée par les événements de Mai 1968, crise qui s'était traduite par des sorties d'or de la France vers les Etats-Unis. Inversement, en ce même début du mois d'août, nous avons renoncé à dénouer un *swap* d'un milliard de dollars contre l'avis des techniciens.

Je ne prétends pas avoir prévu la date exacte, ni les modalités précises des mesures américaines, mais je les ai pressenties, et la preuve en est qu'avant de partir pour Brégançon j'ai donné à M. Giscard d'Estaing instruction de préparer immédiatement et soigneusement la mise en place d'un double marché éventuel.

Vinrent donc les décisions du 15 août : inconvertibilité du dollar, non seulement en or, mais dans les autres monnaies, refus de la convertibilité des droits de tirage spéciaux, et surtaxe de 10 %.

Ces décisions sont évidemment contraires aux règles du Fonds monétaire, aux règles du GATT, aux engagements concernant les droits de tirage spéciaux. Est-ce une raison pour s'en indigner ?

De mauvais esprits pourraient évidemment essayer de résumer l'attitude américaine par la phrase de Courteline : « S'il fallait tolérer aux autres tout ce qu'on se permet à soi-même, la vie ne serait plus tenable. » Mais, il y a une autre façon de voir les choses : *Salus populi suprema lex esto* – « Que le salut du peuple soit la loi suprême. »

Or, la situation américaine appelait des mesures extrêmes, et je dirai même que les décisions du Président

Nixon m'ont renforcé dans l'opinion que j'avais rapportée de mon voyage aux Etats-Unis. Il a réussi, ce qui est à mes yeux le plus difficile, à faire de nécessité vertu. De l'affaiblissement du dollar, il a tiré une position de force, et il a galvanisé l'opinion américaine sur le triple thème de son expansion intérieure, de sa puissance extérieure et de l'ingratitude générale de monde entier à l'égard de son pays.

Reste à savoir le destin à long terme de ces décisions, et ceci est une autre histoire.

Si les Etats-Unis parviennent à redresser vigoureusement leur économie, à diminuer leur chômage, à rétablir l'équilibre de leur balance, tout le monde ne pourra qu'en bénéficier et s'en réjouir. Mais, il y a aussi les conséquences sur les échanges internationaux, il y a les conséquences sur les autres monnaies et les autres économies ; et il y a, enfin, le fait que le système monétaire international est en ruine et qu'il faudra bien le reconstruire.

Alors, sur ces divers points, quelle est la position de la France ?

Notre première réaction a été de prendre les mesures indispensables pour épargner à notre pays les conséquences dommageables, pour lui, de la situation nouvelle qui s'était créée. C'est ainsi que, considérant que le franc n'est pas sous-évalué, comme le démontre le déficit de notre balance commerciale avec les Etats-Unis, avec l'Allemagne et avec un certain nombre d'autres pays industriels, nous avons affirmé notre volonté de le maintenir à sa parité actuelle officielle.

En même temps, pour parer à l'afflux des capitaux flottants, j'ai décidé, avec l'accord complet, sur ce point comme sur l'ensemble, du Premier ministre et du ministre de l'Economie et des Finances, l'établissement d'un double marché des changes. Certains, en effet, ont douté que ce double marché pût fonctionner longtemps. Je puis vous assurer qu'il a fonctionné jusqu'à ce jour à notre entière satisfaction et qu'il s'est même traduit jusqu'ici par une certaine sortie de dollars.

J'admets, je reconnais que c'est un système compliqué. Je reconnais qu'il gêne la place de Paris dans son rôle international. Mais il n'y en avait pas d'autre, à moins d'accepter une réévaluation absurde et nuisible ; ou alors, de nous soumettre purement et simplement aux impératifs de la politique américaine, ce qui n'est pas notre intention, même si nous n'avons pas d'arrière-pensée inutilement agressive.

Tout cela a été dit dans un communiqué que, vous le savez, j'avais, pour l'essentiel, rédigé moi-même à Brégançon.

On nous a reproché d'avoir rendu nos positions publiques avant la discussion à Bruxelles des Six du Marché Commun sur le sujet. Fidèle à une méthode qui est, paraît-il, le contraire de la diplomatie, je serai franc. Nous savions que, dans l'atmosphère d'affolement qui s'était créée, nos partenaires arriveraient à cette réunion résignés ou décidés à se rallier tous à la thèse de la fluctuation des monnaies. Nous savions donc que nous serions l'objet d'un assaut général. Nous n'aurions pas cédé, mais cela eût été pour nous une position gênante, et, en laissant prévoir nos intentions, nous enlevions à la situation quelques-uns des inconvénients pour nous-mêmes : mieux vaut s'isoler qu'être isolé.

D'ailleurs, nous ne sommes pas les seuls, ces derniers mois, à avoir laissé prévoir nos actes avant d'en discuter avec nos partenaires. Toujours est-il que nous sommes apparus à tous comme les empêcheurs de danser en rond. Il n'a fallu que quelques semaines pour que nous paraissions, à quelques-uns tout au moins, comme les empêcheurs de céder en rond.

D'ailleurs, ce double marché impraticable, d'autres l'ont instauré, discrètement. Ces contrôles, insupportables, irréalisables, la plupart des autres les ont installés. Telles monnaies, qui se disent flottantes, flottent dans des marges si étroites que je devine le contrôle et l'intervention derrière la façade de la liberté.

Enfin, le 13 septembre, les Six ont adopté un document de principe où l'on retrouve, vous me l'accorderez, quelques-unes des idées françaises.

Mais enfin, il faut regarder vers l'avenir ; il faut voir comment on pourra rétablir un système monétaire accepté par tous, et comment on pourra faire que l'Europe sorte de cette crise, renforcée dans son unité et dans sa présence mondiale.

Sur le système monétaire international, vous ne vous étonnerez pas, si j'en prends une approche plus pratique que théorique. Un tel système doit tenir compte de la situation actuelle, des intérêts fondamentaux de tous, des rapports de puissance économique, de l'indispensable liberté des échanges internationaux, et aussi du rôle et de l'intérêt des Etats sous-développés qui, par la structure de leur économie et par la déficience de leur système monétaire et bancaire, sont les premiers victimes du désordre monétaire.

Je ne crois pas que les Etats-Unis soient disposés à négocier utilement de ce problème lors de la prochaine réunion du Fonds monétaire international. Si je me trompe, tant mieux. Mais, vouloir aboutir à tout prix dans l'immédiat risquerait, j'en suis convaincu, d'amener les partenaires des Etats-Unis à des concessions exorbitantes et qui rendraient finalement impossible une solution équilibrée. Et tout cela en échange de la suppression de la fameuse surtaxe de 10 % qui ne constitue, à mes yeux, qu'un élément de l'ensemble.

Je dirai que c'est le *big stick*, le gros bâton, et qu'il pourrait éventuellement se transformer en carotte pour peu qu'on soit disposé à jouer le rôle de l'âne, ce qui n'est pas notre intention.

Je crois donc qu'il vaut mieux pour l'instant colmater quelques brèches, mettre un peu de concertation dans le désordre général, et rechercher à loisir les modalités d'un règlement final.

Ne serait-ce que parce que les sacrifices que les Etats-Unis désirent demander à un certain nombre de pays – si la crise actuelle conduisait à une récession économique générale – eh bien ! ces pays se trouveraient hors d'état de les consentir.

Que sera le système final ? Je n'en sais rien, mais la France a sur ce point un certain nombre d'idées, de principes auxquels elle reste fermement attachée. Il n'y a pas de système monétaire international valable sans parités fixes. Il n'y a de parités fixes que par rapport à quelque chose qui échappe aux manipulations de l'un ou de tous, c'est-à-dire l'or.

Que pour la création des liquidités nécessaires, on ait recours au crédit ou à quelque chose qui ressemblerait aux droits de tirage spéciaux, peu importe dès lors toutefois que ces droits de tirage spéciaux seraient gagés sur l'or, convertibles, au moins partiellement, en or et émis sous le contrôle et par le Fonds monétaire international, et un Fonds monétaire international dégagé de toute influence unilatérale.

Il faut ensuite que toutes les monnaies soient convertibles, non pas en or – bien sûr, ce serait un rêve – mais entre elles : que quiconque a des dollars, par exemple, puisse les échanger en un cours donné et connu contre des marks ou des yens, des francs, des livres, et réciproquement.

Il faut que les banques centrales n'acceptent dans leurs réserves que de l'or, des droits de tirage spéciaux et, dans une faible proportion, des monnaies à parité fixe, et encore, en diversifiant cette dernière catégorie de leurs réserves. Et il faut, s'agissant des marges de fluctuations, qu'éventuellement on les élargisse légèrement comme la France l'a accepté à Bruxelles pour tenir compte des différences de taux d'intérêt, mais qu'elles ne soient pas trop larges, faute de quoi, loin de constituer un risque supplémentaire pour la spéculation, elles seraient, au contraire, une tentation permanente de spéculation et, par suite, l'antichambre de modifications continuelles de parités, ce qui est la négation même d'un système monétaire durable.

Quand tout cela serait accepté, on n'aurait pas encore réussi à passer de la situation actuelle à un système nouveau si l'on n'a pas, auparavant, réglé le passé, c'est-à-dire le problème de ces 50 à 60 milliards de dollars qui se promènent un peu partout dans le monde sous différents noms.

Comment résoudre le problème ? Il y a plusieurs méthodes mais, de toute façon, il y faudra la collaboration et le concours de tous les Etats créanciers en dollars, car il est bien évident que les Etats-Unis ne peuvent pas rapatrier purement et simplement cette masse de devises. Et ceci m'amène à penser qu'il faudra finalement

que l'on se dote, d'une manière ou d'une autre, de moyens d'action sur les grands mouvements internationaux de capitaux.

Et l'Europe ? Eh bien, le jour où le système international sera rétabli, l'Europe pourra jouer à plein la carte de l'union économique et monétaire et, d'ores et déjà, elle doit s'y préparer.

On a imaginé d'essayer, par exemple, de rétablir des parités fixes à l'intérieur de la Communauté. Cela peut se faire, à condition toutefois que ce ne soit pas accompagné de marges excessives vers l'extérieur, dont j'ai dit l'inconvénient, en même temps que de marges internes rétrécies, car si nous avons des marges internes trop étroites, toutes les monnaies seront amenées à coller à celles qui paraissent les plus aptes à une réévaluation et, ainsi, des monnaies qui ne sont pas sous-évaluées se trouveraient, de fait, réévaluées de façon factice.

Ce qu'il faut, en tout cas, - je ne pense pas qu'au franc, croyez-le bien ! - ce qu'il faut, en tout cas, c'est que la Communauté maintienne un front commun vis-à-vis de l'extérieur, un front uni et qui pèsera d'un grand poids au jour du règlement.

Ce qu'il faut, c'est que sous le contrôle des Gouvernements et par l'intermédiaire du Conseil des gouverneurs de banques centrales, on organise la défense en commun contre les afflux de capitaux flottants en même temps que la gestion concertée des réserves. Et s'il faut, pour cela, doter le Conseil des gouverneurs de moyens supplémentaires, c'est-à-dire d'un organe d'exécution, la France est prête à l'accepter et, au besoin, à l'accueillir.

Ce qu'il faut encore c'est que la Commission qui a joué dans cette affaire, comme très souvent, un rôle fort utile, fasse des propositions pour que le Marché Commun, et notamment, le Marché Commun agricole, puisse continuer à fonctionner de la manière la plus libre et la plus commode possible ; ce qui suppose peut-être un réexamen de ce qu'on appelle la monnaie de compte pour les prix agricoles.

Et, ce qu'il faut enfin, c'est qu'on développe résolument la concertation économique entre partenaires, de telle manière que les monnaies de la Communauté ne soient pas simplement à un cours déterminé vis-à-vis de l'extérieur, mais qu'elles aient entre elles des cours fixes et stables, reposant sur des économies saines et équilibrées, que ceux qui sont en retard essaient de le rattraper ; que ceux qui sont en avance essaient de contrôler cette avance, c'est normal, mais tout cela doit tendre vers l'unité.

C'est lointain, c'est difficile, mais ce n'est pas hors de notre portée. Je l'ai dit à La Haye, je le pense toujours et tout cela peut, en effet, faire l'objet d'une conférence au sommet de la Communauté élargie, telle que je l'ai proposée d'ailleurs le 18 août dernier, sous réserve que cette conférence soit minutieusement préparée et qu'elle vienne au moment opportun.

Je suis sur ce point tout à fait de l'avis du Chancelier Brandt. Les conférences au sommet ne sont pas faites pour échanger des déclarations d'intention, mais pour prendre des décisions.

Vous le voyez, j'ai été long. Mais ce que je voudrais, c'est que les Français comprennent que leur niveau de vie est lié, pour une bonne part, à la solution du problème monétaire international, même si l'on parle du dollar, du yen ou du mark plus que du franc. Je voudrais qu'ils se rendent compte que l'expansion à laquelle le Gouvernement est si attaché, comme il l'a montré par de récentes décisions budgétaires, ne peut se poursuivre sainement que dans le refus collectif et conscient de l'inflation, ce qui suppose l'accord de tout le monde et, par conséquent, la participation de tout le monde.

Ce que je voudrais, c'est que les Français se rendent compte que notre activité économique dépend largement des échanges internationaux et particulièrement des échanges intracommunautaires et que, par conséquent, elle est liée à l'Europe et à ses progrès.

Et ce que je voudrais, c'est qu'ils aient conscience que nous sommes engagés, bon gré mal gré, dans une entreprise qui demande plus que jamais l'adhésion entière de la nation.

Je crois pouvoir les assurer que la barre sera tenue d'une main ferme. Mais encore faut-il, si l'on ne veut pas échouer, l'effort de tous. Voilà ce que j'ai voulu dire, entre autres, quand j'ai parlé de dynamisme et de résolution.

[...]